



**PREFECTURE  
REGION ILE DE  
FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
(NOMINATIFS)  
N°IDF-033-2024-06

PUBLIÉ LE 20 JUIN 2024

# Sommaire

## **Agence Régionale de Santé / Délégation départementale de Paris**

IDF-2024-06-20-00001 - Arrêté N° 2024-DD75-013 portant modification du Conseil de surveillance APHP (3 pages) Page 3

## **Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile de France / Service Régional d'Economie Agricole**

IDF-2024-02-02-00011 - Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour la SCEA REARD ET CIE à VERT-LE-PETIT (3 pages) Page 7

IDF-2024-02-02-00010 - Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour le GAEC LES LEGUMES DES GLAISES à SAULX-LES-CHARTREUX (3 pages) Page 11

IDF-2024-01-23-00007 - Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour Monsieur LAFOLIE Yann à HEIM (3 pages) Page 15

IDF-2024-06-20-00002 - Arrêté accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles à la SCEA DURAND PERE & FILS à CHAPET au titre du contrôle des structures et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles (13 pages) Page 19

IDF-2024-06-20-00003 - Arrêté accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles à la SCEA FERME DE LA RUBEILLE à MAULE au titre du contrôle des structures et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles (5 pages) Page 33

## **Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d Île-de-France / Pôle Politiques du Travail**

IDF-2024-06-20-00006 - Arrêté n° 2024-402 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE) (2 pages) Page 39

IDF-2024-06-20-00007 - Arrêté n° 2024-403 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE) (2 pages) Page 42

IDF-2024-06-19-00002 - Arrêté n°2024-420 portant désignation du président et du secrétaire de la commission régionale des opérations de vote prévue pour la mesure de l'audience des organisations syndicales concernant les entreprises de moins de onze salariés?? (1 page) Page 45

IDF-2024-06-20-00008 - DÉCISION PORTANT REFUS D AGRÉMENT Á UN ORGANISME POUR LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES MEMBRES DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)?? (2 pages) Page 47

Agence Régionale de Santé

IDF-2024-06-20-00001

Arrêté N° 2024-DD75-013 portant modification  
du Conseil de surveillance APHP

## **AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

### **ARRÊTÉ N° 2024-DD75-013**

#### **portant modification de la composition du Conseil de surveillance du Centre hospitalier universitaire Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP)**

#### **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

- VU** Le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;
- VU** Le décret n°2010-361 du 08 avril 2010 relatif au conseil de surveillance des établissements publics de santé ;
- VU** Le décret du 10 avril 2024 portant nomination de Monsieur Denis ROBIN, Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France à compter du 29 avril 2024 ;
- VU** L'arrêté n°DS N°040/2024 du 29 avril 2024 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France à Monsieur Tanguy BODIN, Directeur de la Délégation départementale de Paris ;
- VU** Les arrêtés n°DOS-2022/3144, n°2023-DD75-001, n°2023-DD75-006, n°2023-DD75-061 et n°2024-DD75-008 portant modification de la composition du conseil de surveillance de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ;
- VU** Le courrier de l'Union syndicale CGT de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris en date du 10 juin 2024 nommant Madame Nathalie MARCHAND en remplacement de Monsieur Olivier CAMMAS en qualité de représentante des organisations syndicales au sein du Conseil de surveillance de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

### **ARRÊTE**

- ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le 2° de l'article 2 de l'arrêté n°2024-DD75-008 du 13 mars 2024 est modifié comme suit :
- Monsieur Olivier YOUINOU et Madame Nathalie MARCHAND, représentants désignés par les organisations syndicales les plus représentatives.

**ARTICLE 2 :** Suite à ces modifications, le Conseil de surveillance de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, est composé des membres ayant voix délibérative suivants :

1° en qualité de représentants des collectivités territoriales :

- Madame Anne HIDALGO, Maire de Paris ;
- Madame Anne-Claire BOUX, représentante du Conseil de Paris ;
- Monsieur Patrick OLLIER, représentant d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre du ressort de l'établissement (pour l'AP-HP : Métropole du Grand Paris)
- Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, représentant du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine principal département d'origine des patients autres que le département siège de l'établissement
- Monsieur Vincent ROGER, représentant du Conseil Régional Ile-de-France.

2° en qualité de représentants du personnel médical et non médical :

- Monsieur Antony TOMAS, cadre de Santé à l'Hôpital Bicêtre, représentant de la commission centrale des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques;
- Monsieur le Professeur Antoine PELISSOLO et Monsieur le Docteur Christophe TRIVALLE, représentants de la commission médicale d'établissement ;
- Monsieur Olivier YOUINOUE et Madame Nathalie MARCHAND, représentants désignés par les organisations syndicales les plus représentatives.

3° en qualité de personnalités qualifiées :

- Madame le Docteur Michèle GRANIER et Madame le Docteur Marie-Laure ALBY, personnalités qualifiées désignées par le Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France ;
- Monsieur Alain OLYMPIE et Madame Suzette FERNANDES, représentants des usagers désignés par le préfet d'Île-de-France, préfet de Paris ;
- Monsieur Laurent EL GHOZI, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Paris.

**ARTICLE 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Île-de-France.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France et le Directeur général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Denis, le 20 juin 2024

Pour le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Île-de-France  
Le Directeur de la Délégation  
départementale de Paris

**SIGNÉ**

Tanguy BODIN



Direction régionale et interdépartementale de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile  
de France

IDF-2024-02-02-00011

Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour la  
SCEA REARD ET CIE à VERT-LE-PETIT



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
Service Economie Agricole  
Pôle foncier Agricole**

SCEA RENARD & CIE  
Ferme du Haut de Misery  
91 710 VERT-LE-PETIT

Évry-Courcouronnes, le 02/02/2024

**Affaire suivie par : SEA**

**Ref :** 91 24-02

**AR n° :**

**Accusé réception du dossier de demande d'autorisation d'exploiter n°24-02**

Madame, Monsieur,

En date du **09/01/2024**, vous avez déposé, auprès de nos services une demande d'autorisation d'exploiter de **0 ha 63 a 95 ca** de terres agricoles situées sur les communes de VERT-LE-GRAND et SAINT-VRAIN (voir en annexe les références des parcelles).

Cette demande est complète en date du **23/01/2024**.

Conformément aux dispositions de l'article R.331-4 du code rural et de la pêche maritime, cette demande fait l'objet d'une publicité par affichage, de deux mois minimum, en mairie des communes de VERT-LE-GRAND et SAINT-VRAIN où sont situées les biens, et d'une publication sur les sites internet des Services de l'État de l'Essonne.

En cas de demandes concurrentes à la vôtre pour la reprise des surfaces en question, votre dossier pourra être présenté à la CDOA de l'Essonne.

Je vous informe que le Préfet de région dispose d'un délai de 4 mois pour statuer sur votre demande à partir de la réception de votre dossier complet, soit le **23/05/2024**.

Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois supplémentaires conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date en question et vous pourrez présenter des observations écrites, éléments qui seront restitués aux membres de la CDOA.

En l'absence de réponse de l'administration dans ce délai, votre demande sera tacitement acceptée conformément à l'article R331-6 du code rural et de la pêche maritime, ce présent courrier sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Île-de-

Direction départementale des territoires de l'Essonne  
91012 Évry-Courcouronnes cedex  
Tél. :01 60 76 34 17  
Mél. : yolaine.deleaz@essonne.gouv.fr

France et sera également affiché en mairie des communes de VERT-LE-GRAND et SAINT-VRAIN.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet de l'Essonne et par délégation,

La Cheffe du Service économie agricole

***SIGNE***

Nathalie LAFOSSE

<b>Commune</b>	<b>Réf. Cadastres</b>	<b>Surface en ha</b>	<b>Propriétaires</b>
SAINT-VRAIN	ZE 13	0,34	RENARD Isabelle
VERT LE GRAND	X 162	0,2995	LEBLANC Denise et Nathalie
<b>TOTAL (ha)</b>		<b>0,6395</b>	

Direction régionale et interdépartementale de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile  
de France

IDF-2024-02-02-00010

Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour le  
GAEC LES LEGUMES DES GLAISES à  
SAULX-LES-CHARTREUX



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
Service Economie Agricole  
Pôle foncier Agricole**

GAEC LES LEGUMES DES GLAISES  
14 chemin du Pré Haut  
91 160 SAULX-LES-CHARTREUX

Évry-Courcouronnes, le 02/02/2024

**Affaire suivie par : SEA**

**Ref : 91 24-05**

**AR n° :**

**Accusé réception du dossier de demande d'autorisation d'exploiter n°24-05**

Madame, Messieurs,

En date du **18/01/2024**, vous avez déposé, auprès de nos services une demande d'autorisation d'exploiter de **194 ha après pondération** (surface brute : 12 ha 35 a 87 ca) de terres agricoles situées sur la commune de SAULX-LES-CHARTREUX (voir en annexe les références des parcelles).

Cette demande est complète en date du **29/01/2024**.

Conformément aux dispositions de l'article R.331-4 du code rural et de la pêche maritime, cette demande fait l'objet d'une publicité par affichage, de deux mois minimum, en mairie de la commune de SAULX-LES-CHARTREUX où sont situées les biens, et d'une publication sur les sites internet des Services de l'État de l'Essonne.

E

En cas de demandes concurrentes à la vôtre pour la reprise des surfaces en question, votre dossier pourra être présenté à la CDOA de l'Essonne.

Je vous informe que le Préfet de région dispose d'un délai de 4 mois pour statuer sur votre demande à partir de la réception de votre dossier complet, soit le **29/05/2024**.

Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois supplémentaires conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date en question et vous pourrez présenter des observations écrites, éléments qui seront restitués aux membres de la CDOA.

En l'absence de réponse de l'administration dans ce délai, votre demande sera tacitement acceptée conformément à l'article R331-6 du code rural et de la pêche maritime, ce présent

Direction départementale des territoires de l'Essonne  
91012 Évry-Courcouronnes cedex  
Tél. :01 60 76 34 17  
Mél. : yolaine.deleaz@essonne.gouv.fr

courrier sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Île-de-France et sera également affiché en mairie de la commune de SAULX-LES-CHARTREUX.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet de l'Essonne et par délégation,

La Cheffe du Service économie agricole

**SIGNE**

Nathalie LAFOSSE

Commune	Réf. Cadastrales	Surface en ha	Propriétaires
SAULX-LES-CHARTREUX	ZA 62	0,567	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZD 23	0,45	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZE 17	0,507	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZE 178	0,3619	Etablissement Foncier IDF
SAULX-LES-CHARTREUX	ZE 179	0,3813	Région Ile de France
SAULX-LES-CHARTREUX	ZH 42	0,293	MARECHAL André
SAULX-LES-CHARTREUX	ZH 43	0,773	MARECHAL André
SAULX-LES-CHARTREUX	ZH 54	0,218	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZI 29	0,517	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZK 23A	0,1635	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZK 23B	0,3255	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZL 16	0,396	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZM 24	0,346	LEBRUN Maud
SAULX-LES-CHARTREUX	ZM 25	0,289	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZM 26	0,725	BURET Francine
SAULX-LES-CHARTREUX	ZM 41	0,822	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZM 45	0,28	Région Ile de France
SAULX-LES-CHARTREUX	ZM 62	0,093	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZM 64	0,604	Région Ile de France
SAULX-LES-CHARTREUX	ZN 102	0,118	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZN 88	0,066	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZO 102	0,513	GERVAIS Claude
SAULX-LES-CHARTREUX	ZO 132	0,2555	BURET Francine
SAULX-LES-CHARTREUX	ZO 35	0,185	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZO 56	0,151	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZO 58	0,241	LEBRUN Maud
SAULX-LES-CHARTREUX	ZO 60	0,171	Commune de Saulx les Chartreux
SAULX-LES-CHARTREUX	ZO 61	0,091	Commune de Saulx les Chartreux
SAULX-LES-CHARTREUX	ZO 98	0,141	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZP 60	0,388	BURET Francine
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 147	0,137	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 148	0,222	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 150	0,195	MIGNIER Danielle
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 151	0,183	MIGNIER Danielle
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 152	0,084	MIGNIER Danielle
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 21	0,103	TREMBLAY Frédéric
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 81	0,443	SEJOURNE Nathalie
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 82	0,105	BLIN Daniel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 83	0,133	BLIN Daniel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 96	0,155	BRUNEAU Michel
SAULX-LES-CHARTREUX	ZS 97	0,166	BRUNEAU Michel
<b>TOTAL (ha)</b>		<b>12,3587</b>	

Direction régionale et interdépartementale de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile  
de France

IDF-2024-01-23-00007

Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour  
Monsieur LAFOLIE Yann à HEIM



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
Service Economie Agricole  
Pôle foncier Agricole**

LAFOLIE Yann  
36 rue BRAQUEVAL  
59 510 HEIM

Évry-Courcouronnes, le 23/01/2024

**Affaire suivie par : SEA**

**Ref** : 91 24-04

**AR n°** :

**Accusé réception du dossier de demande d'autorisation d'exploiter n°24-04**

Monsieur,

En date du **15/01/2024**, vous avez déposé, auprès de nos services une demande d'autorisation d'exploiter de **46 ha 70 a 00 ca pondérées** (surface brute : 2 ha 50 a 00 ca) de terres agricoles situées sur la commune de PALAISEAU (voir en annexe les références des parcelles).

Cette demande est complète en date du **23/01/2024**.

Conformément aux dispositions de l'article R.331-4 du code rural et de la pêche maritime, cette demande fait l'objet d'une publicité par affichage, de deux mois minimum, en mairie de la commune de PALAISEAU où sont situées les biens, et d'une publication sur les sites internet des Services de l'État de l'Essonne.

En cas de demandes concurrentes à la vôtre pour la reprise des surfaces en question, votre dossier pourra être présenté à la CDOA de l'Essonne.

Je vous informe que le Préfet de région dispose d'un délai de 4 mois pour statuer sur votre demande à partir de la réception de votre dossier complet, soit le **23/05/2024**.

Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois supplémentaires conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date en question et vous pourrez présenter des observations écrites, éléments qui seront restitués aux membres de la CDOA.

En l'absence de réponse de l'administration dans ce délai, votre demande sera tacitement acceptée conformément à l'article R331-6 du code rural et de la pêche maritime, ce présent

Direction départementale des territoires de l'Essonne  
91012 Évry-Courcouronnes cedex  
Tél. :01 60 76 34 17  
Mél. : yolaine.deleaz@essonne.gouv.fr

courrier sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Île-de-France et sera également affiché en mairie de la commune de PALAISEAU.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet de l'Essonne et par délégation,

La Cheffe du Service économie agricole

***SIGNE***

Nathalie LAFOSSE

Commune	Réf. Cadastrales	Surface en ha	Propriétaires
PALAISEAU	Z 289	3,714	IDF Nature
<b>TOTAL (ha)</b>		<b>3,7140</b>	

/!\ la demande ne porte que sur une surface de 2,5 ha

Direction régionale et interdépartementale de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile  
de France

IDF-2024-06-20-00002

Arrêté accordant l'autorisation d'exploiter des  
parcelles agricoles à la SCEA DURAND PERE &  
FILS à CHAPET au titre du contrôle des  
structures et en application du schéma directeur  
régional des exploitations agricoles

## **ARRÊTÉ**

**Accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles  
à la SCEA DURAND PERE & FILS  
à CHAPET  
au titre du contrôle des structures  
et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles**

Le préfet de la région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris,  
Commandeur de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment :

- > L'article L.312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- > Les articles L.331-1 et suivants,
- > Les articles R.312-1 et suivants,
- > Les articles R.331-1 et suivants,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

Vu le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

Vu le décret 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles

Vu l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) pour la région Île-de-France,

Vu l'arrêté préfectoral IDF-2020-08-17-008 du 17 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative,

Vu l'arrêté préfectoral IDF-2023-12-06-00005 du 06 décembre 2023 portant subdélégation de signature de Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter n°23-31 déposée complète auprès de la Direction départementale des territoires des Yvelines en date du 02/02/2024 par la SCEA DURAND PERE & FILS, dont le siège se situe à CHAPET (78130), gérée par Monsieur Denis BEAUGRAND,

#### **CONSIDÉRANT :**

- L'absence de candidature concurrente suite à la publicité du 21/02/2024,
- La situation de Monsieur Germain DURAND :
  - qui est exploitant à titre individuel, le siège de son exploitation se situant à CHAPET,
  - qui exploite 194 ha 63 a 62 ca de terres en Grandes Cultures
  - qui cesse son activité.
- La situation de Monsieur Alexandre DURAND :
  - qui est exploitant à titre individuel, le siège de son exploitation se situant à CHAPET,
  - qui exploite 34 ha 48 a 67 ca de terres en Grandes Cultures,
- La situation de Monsieur Denis BEAUGRAND :
  - qui est exploitant agricole,
  - qui est associé exploitant et gérant de l'EARL BEAUGRAND dont le siège se situe à ECQUEVILLY (78 920) qui exploite 412 ha 05 a de terres en Grandes Cultures,
  - qui est associé exploitant de la SCEA DE L'OSIER dont le siège se situe à BELLOY EN FRANCE (95 270) qui exploite 100 ha 19 a de terres également en Grandes Cultures,
- La création de la SCEA DURAND PERE & FILS entre Monsieur Denis BEAUGRAND (associé exploitant et gérant), Monsieur Alexandre DURAND (associé exploitant) et la Société Civile SCMC (associé non exploitant), qui exploitera la totalité des terres cédées par Messieurs Germain et Alexandre DURAND,
- Que la SCEA DURAND PERE & FILS ainsi constituée exploitera après reprise 229 ha 12 a 19 ca de terres situées sur les communes de CHAPET, ECQUEVILLY et VERNOUILLET (liste en annexe).
- Que la demande est conforme aux orientations du SDREA d'Île-de-France, et notamment celles ayant pour objectif :
  - de soutenir l'installation et la transmission des exploitations agricoles pour assurer le renouvellement intergénérationnel,
  - de consolider ou maintenir les exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable,
- Que l'opération envisagée figure en priorité n° 3 au schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Île-de-France,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La **SCEA DURAND PERE & FILS**, gérée par Monsieur Denis BEAUGRAND, ayant son siège, lieu dit Chemin de la Liberté – 78 130 CHAPET, **est autorisée à exploiter 229 ha 12 a 19 ca** de terres situées sur les communes de CHAPET, ECQUEVILLY et VERNOUILLET, correspondant aux parcelles listées en annexe.

### **Article 2**

La présente décision ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objet de la présente autorisation d'exploiter.

### **Article 3**

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit par recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture,
- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours, accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau rejet exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles.

### **Article 4**

Le secrétaire général aux politiques publiques de la préfecture de la région d'Île-de-France, le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, la directrice départementale des territoires des Yvelines et les maires de CHAPET, ECQUEVILLY et VERNOUILLET, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France et affiché en mairie des communes intéressées.

Fait à Paris, le 20/06/2024,

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur régional et interdépartemental adjoint,  
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt  
d'Île-de-France

**Signé**

Benjamin GENTON

ANNEXE – Liste des parcelles faisant l’objet de la demande d’autorisation d’exploiter par la  
SCEA DURAND PERE & FILS

COMMUNES	SECT°	NS°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES	
CHAPET	B	724	0,1340	ALBERT Bernard / DETALLANTE Michèle / DETALLANTE Baptiste	
CHAPET	B	728	0,2964		
CHAPET	C	215	0,4476		
CHAPET	C	295	0,2929		
CHAPET	C	139	0,1490		
CHAPET	A	104	0,0400	ALLENTE-JOLIBOIS Myriam	
CHAPET	A	106	0,0810		
CHAPET	A	107	0,1270		
CHAPET	B	78	0,0600		
CHAPET	B	537	0,0065		
CHAPET	B	538	0,0390		
CHAPET	B	566	0,1185		
CHAPET	B	584	0,2945		
CHAPET	B	588	0,0750		
CHAPET	B	727	0,4097		
CHAPET	B	729	0,5806		
CHAPET	C	22	0,4637		
CHAPET	C	75	1,0825		
CHAPET	C	146	0,4002		
CHAPET	C	181	0,1516		
CHAPET	C	211	0,5034		
CHAPET	C	249	1,4448		
CHAPET	B	145	0,0400		ANGER Pascal
CHAPET	C	210	0,4542		BAJOT Jacqueline
CHAPET	B	37	0,2020		BARON Joël
CHAPET	B	622	0,2315		
CHAPET	C	290	0,0150	BARREAU Pascale	
CHAPET	C	291	0,0182		
CHAPET	B	752	0,2460		
CHAPET	C	186	0,2609		
CHAPET	C	195	0,7208		
CHAPET	C	230	0,2980	BEAUCHER Geneviève	
CHAPET	A	48	0,1575		
CHAPET	A	122	0,4495	BEURIER Solange	
CHAPET	B	610	0,2710		
CHAPET	B	676	0,1180	BONY Catherine /BONY Mélisse	
CHAPET	B	67	0,0624		
CHAPET	B	94	0,1108		
CHAPET	B	154	0,0375		
CHAPET	B	567	0,0550		
CHAPET	B	646	0,6942		
CHAPET	B	62	0,6328		
CHAPET	C	148	0,2390		
CHAPET	C	159	0,0889		
CHAPET	C	204	1,1599		
CHAPET	B	32	0,1210		BARRE Sylvie
CHAPET	B	58	0,0245		
CHAPET	B	516	0,0660		
CHAPET	B	22	0,1490		
CHAPET	B	46	0,2678		
CHAPET	B	528	0,2405		
CHAPET	B	534	0,0060		
CHAPET	B	552	0,0710		
CHAPET	B	553	0,1025		
CHAPET	B	580	0,4485		
CHAPET	B	582	0,1254		
CHAPET	B	585	0,1480		
CHAPET	A	130	0,0595	BORNET Franck / BORNET Catherine / BORNET Marc	
CHAPET	B	236	0,1435		
CHAPET	B	746	0,3366		
CHAPET	C	197	0,7647		
CHAPET	B	245	0,0960	BOUDIN Cédric / BOUDIN Yann	
CHAPET	B	89	0,0471		
CHAPET	B	97	0,1085		
CHAPET	B	665	0,1935		

5 rue Leblanc – 75911 PARIS Cedex 15  
Tel : 01 82 52 46 46  
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

COMMUNES	SECT°	NS°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES	
CHAPET	C	179	0,2417	BOUDIN Cédric / BOUDIN Yann	
CHAPET	C	189	0,2430		
CHAPET	C	278	0,1890		
CHAPET	B	53	0,0900	BOUTEILLER-DUVAL Françoise / BOUTEILLER Alain / BOUTEILLER Catherine / BOUTEILLER Danièle / BOUTEILLER Patricia / BOUTEILLER Sylvie	
CHAPET	A	49	0,2160	CHAUVIN Maryse / CHAUVIN Caroline / CHAUVIN Marc / CHAUVIN Michel / CHAUVIN Mathieu	
CHAPET	B	666	0,3911		
CHAPET	A	94	0,0840	CRUCQ Patrick / BERTHELOT Brigitte	
CHAPET	B	26	0,0675		
CHAPET	B	93	0,0588		
CHAPET	B	395	0,0375		
CHAPET	B	411	0,0480		
CHAPET	B	430	0,0460		
CHAPET	B	506	0,0325		
CHAPET	B	542	0,1940		
CHAPET	B	694	0,0926		
CHAPET	C	21	0,7490		
CHAPET	C	260	0,4787		
CHAPET	B	33	0,1230		DUFFAU Mireille
CHAPET	B	691	0,3759		DUFFAU Mireille / DANGUEUGER Pierre
CHAPET	A	125	0,7665		DANGUEUGER Pierre
CHAPET	B	38	0,1300		DAPPE Franck
CHAPET	B	583	0,0950		
CHAPET	C	163	0,2396		
CHAPET	B	24	0,0750		
CHAPET	B	745	0,9435		
CHAPET	B	609	0,7000		
CHAPET	B	629	0,1725		
CHAPET	B	630	0,3090		
CHAPET	C	149	0,1321		
CHAPET	A	121	0,2244	DIDELET Michel	
CHAPET	B	547	0,2903		
CHAPET	B	563	0,0605		
CHAPET	B	699	0,2260		
CHAPET	B	732	0,4102		
CHAPET	B	784	0,0710		
CHAPET	B	830	0,0155		
CHAPET	B	864	0,0842		
CHAPET	B	31	0,0875		
CHAPET	B	74	0,0425		
CHAPET	B	559	0,0780		
CHAPET	B	748	0,1775		
CHAPET	C	150	0,1352		
CHAPET	A	98	0,2575		
CHAPET	B	502	0,0945		
CHAPET	B	702	0,1035		
CHAPET	C	17	0,5122		
CHAPET	C	76	0,6414		
CHAPET	C	153	0,1184		
CHAPET	C	296	0,1650		
CHAPET	B	681	0,3280		
CHAPET	B	682	0,1815		
CHAPET	B	748	0,1775		
CHAPET	B	43	0,0280		CONSORTS DORE
CHAPET	B	261	0,0600		
CHAPET	B	403	0,0079		
CHAPET	B	8	0,0267	INDIVISOIN DORE L.R.D	
CHAPET	B	11	0,0357		
CHAPET	B	513	0,0817		
CHAPET	B	518	0,0345		
CHAPET	B	555	0,1072		
CHAPET	B	639	0,2653		
CHAPET	C	27	0,2553		
CHAPET	A	50	0,1265	DOSSEUR Joël	
CHAPET	B	41	0,0685		
CHAPET	B	551	0,0895		
CHAPET	B	635	0,1645		
CHAPET	B	652	0,0850		

COMMUNES	SECT°	N°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES
CHAPET	A	45	0,1010	DURAND Germain
CHAPET	A	46	0,1985	
CHAPET	A	47	0,1010	
CHAPET	A	53	0,2150	
CHAPET	A	54	0,0590	
CHAPET	A	55	0,0765	
CHAPET	A	56	0,2245	
CHAPET	A	57	0,6030	
CHAPET	A	62	0,1160	
CHAPET	A	63	0,1200	
CHAPET	A	80	0,1760	
CHAPET	A	86	0,0430	
CHAPET	A	88	0,0215	
CHAPET	A	96	0,1725	
CHAPET	A	97	0,3385	
CHAPET	A	109	0,1310	
CHAPET	A	110	0,1310	
CHAPET	A	112	0,0795	
CHAPET	A	114	0,0865	
CHAPET	A	119	0,1208	
CHAPET	A	120	0,1208	
CHAPET	A	126	0,2340	
CHAPET	A	129	0,0600	
CHAPET	A	131	0,0560	
CHAPET	A	132	0,0530	
CHAPET	A	137	0,0470	
CHAPET	B	2	0,0445	
CHAPET	B	6	0,0845	
CHAPET	B	10	0,0335	
CHAPET	B	13	0,2287	
CHAPET	B	15	0,1125	
CHAPET	B	18	0,1345	
CHAPET	B	19	0,0365	
CHAPET	B	20	0,0300	
CHAPET	B	21	0,0665	
CHAPET	B	23	0,1070	
CHAPET	B	25	0,0560	
CHAPET	B	30	0,1960	
CHAPET	B	35	0,0738	
CHAPET	B	39	0,0805	
CHAPET	B	40	0,0345	
CHAPET	B	42	0,0505	
CHAPET	B	44	0,1085	
CHAPET	B	45	0,1060	
CHAPET	B	47	0,0353	
CHAPET	B	49	0,0922	
CHAPET	B	62	0,0595	
CHAPET	B	63	0,0360	
CHAPET	B	66	0,3919	
CHAPET	B	71	0,1845	
CHAPET	B	85	0,1040	
CHAPET	B	86	0,1480	
CHAPET	B	90	0,1620	
CHAPET	B	95	0,0937	
CHAPET	B	100	0,0290	
CHAPET	B	103	0,0415	
CHAPET	B	119	0,0660	
CHAPET	B	163	0,0045	
CHAPET	B	342	0,0358	
CHAPET	B	404	0,0355	
CHAPET	B	419	0,0700	
CHAPET	B	425	0,0580	
CHAPET	B	462	0,0280	
CHAPET	B	471	0,0158	
CHAPET	B	479	0,0410	
CHAPET	B	487	0,1705	
CHAPET	B	491	0,0340	
CHAPET	B	536	0,0565	
CHAPET	B	539	0,1322	

5 rue Leblanc – 75911 PARIS Cedex 15  
Tel : 01 82 52 46 46  
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

COMMUNES	SECT°	NS°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES
CHAPET	B	540	0,0110	DURAND Germain
CHAPET	B	568	0,0765	
CHAPET	B	581	0,2510	
CHAPET	B	611	0,2770	
CHAPET	B	612	0,2698	
CHAPET	B	619	0,3897	
CHAPET	B	624	0,3105	
CHAPET	B	625	0,2462	
CHAPET	B	644	0,2212	
CHAPET	B	651	0,4955	
CHAPET	B	659	0,0386	
CHAPET	B	660	0,1895	
CHAPET	B	661	0,2566	
CHAPET	B	667	0,2705	
CHAPET	B	669	0,1926	
CHAPET	B	671	0,1885	
CHAPET	B	673	0,2000	
CHAPET	B	677	0,1097	
CHAPET	B	692	0,2717	
CHAPET	B	723	0,1325	
CHAPET	B	725	0,1986	
CHAPET	B	726	0,1379	
CHAPET	B	735	0,2433	
CHAPET	B	740	0,1152	
CHAPET	B	742	0,1970	
CHAPET	B	760	0,2660	
CHAPET	B	887	0,0250	
CHAPET	B	895	0,0785	
CHAPET	B	903	0,0258	
CHAPET	B	913	0,6415	
CHAPET	B	925	0,0809	
CHAPET	C	11	0,5532	
CHAPET	C	13	0,3815	
CHAPET	C	14	0,3906	
CHAPET	C	19	0,4889	
CHAPET	C	20	0,5320	
CHAPET	C	61	0,6110	
CHAPET	C	63	0,2271	
CHAPET	C	66	0,5085	
CHAPET	C	72	0,4985	
CHAPET	C	73	0,3905	
CHAPET	C	117	0,1195	
CHAPET	C	121	0,6030	
CHAPET	C	122	0,3020	
CHAPET	C	123	0,2249	
CHAPET	C	124	0,4204	
CHAPET	C	126	0,2601	
CHAPET	C	127	0,0605	
CHAPET	C	128	0,1279	
CHAPET	C	138	0,3047	
CHAPET	C	143	0,1810	
CHAPET	C	147	0,3657	
CHAPET	C	155	0,1540	
CHAPET	C	158	0,2403	
CHAPET	C	162	0,2085	
CHAPET	C	164	0,1235	
CHAPET	C	165	0,3970	
CHAPET	C	175	0,2017	
CHAPET	C	176	0,2727	
CHAPET	C	177	0,2729	
CHAPET	C	180	0,2726	
CHAPET	C	183	0,1216	
CHAPET	C	187	0,2746	
CHAPET	C	188	0,2731	
CHAPET	C	198	0,5132	
CHAPET	C	200	0,0683	
CHAPET	C	201	0,0730	
CHAPET	C	202	0,7208	
CHAPET	C	206	0,7410	

5 rue Leblanc – 75911 PARIS Cedex 15  
Tel : 01 82 52 46 46  
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

COMMUNES	SECT°	NS°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES
CHAPET	C	212	0,9520	DURAND Germain
CHAPET	C	213	0,4600	
CHAPET	C	214	0,5815	
CHAPET	C	224	0,2523	
CHAPET	C	227	0,3585	
CHAPET	C	216	0,4422	
CHAPET	C	218	0,1300	
CHAPET	C	232	0,5495	
CHAPET	C	233	0,4815	
CHAPET	C	245	1,8767	
CHAPET	C	248	3,0311	
CHAPET	C	250	0,4834	
CHAPET	C	264	0,2950	
CHAPET	C	265	0,0417	
CHAPET	C	266	0,1333	
CHAPET	C	267	0,7051	
CHAPET	C	273	0,1071	
CHAPET	C	289	0,0296	
CHAPET	C	292	0,0309	
CHAPET	C	294	0,2422	
CHAPET	C	459	0,2000	
CHAPET	C	462	0,2117	
CHAPET	C	486	0,3564	
CHAPET	C	487	0,8046	
CHAPET	C	488	0,3053	
CHAPET	C	489	0,1352	
CHAPET	C	490	0,1353	
CHAPET	C	491	0,3057	
CHAPET	C	492	0,3185	
CHAPET	C	493	0,1410	
CHAPET	C	512	0,2198	
CHAPET	C	514	0,2196	
CHAPET	C	520	0,0758	
CHAPET	AB	154	0,0203	
CHAPET	AB	169	0,0329	
CHAPET	AB	178	0,0380	
CHAPET	A	59	0,0980	
CHAPET	A	123	0,4495	
CHAPET	B	5	0,1260	
CHAPET	B	7	0,0165	
CHAPET	B	104	0,1072	
CHAPET	B	106	0,0280	
CHAPET	B	238	0,0760	
CHAPET	B	273	0,1305	
CHAPET	B	284	0,1210	
CHAPET	B	301	0,1870	
CHAPET	B	313	0,0705	
CHAPET	B	327	0,0800	
CHAPET	B	388	0,0455	
CHAPET	B	698	0,1220	
CHAPET	B	738	0,3911	
CHAPET	C	16	0,5087	
CHAPET	C	207	1,3124	
CHAPET	C	252	0,4236	
CHAPET	AA	93	0,0170	
CHAPET	A	118	0,0765	
CHAPET	C	205	1,0199	
CHAPET	B	27	0,0640	
CHAPET	B	28	0,1185	
CHAPET	B	29	0,0595	
CHAPET	B	370	0,0746	
CHAPET	B	562	0,1877	
CHAPET	B	615	0,3080	
CHAPET	B	757	0,1310	
CHAPET	C	137	0,2409	
CHAPET	A	72	0,0517	
CHAPET	A	73	0,1055	
CHAPET	A	74	0,0875	
CHAPET	A	76	0,1625	
				ESTEVE Phillipe / Mme BERTHAUX / GHIONE Philippe / GHIONE Grégory / GHIONE Claudine/ GHIONE Bernard
				ENTI Liliane
				FLAMANT Ginette
				GAREL Arlette

5 rue Leblanc – 75911 PARIS Cedex 15  
Tel : 01 82 52 46 46  
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

COMMUNES	SECT°	NS°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES	
CHAPET	B	81	0,0675	GAREL Arlette	
CHAPET	C	68	0,5075		
CHAPET	C	119	0,1290		
CHAPET	B	531	0,0250	GAY Vincent / GAY Paule / GAY Florence / GAY Louis /GAY Marie-Odile	
CHAPET	B	54	0,1790	GHIONE Jérôme	
CHAPET	B	55	0,0594		
CHAPET	B	59	0,0475		
CHAPET	B	61	0,1605		
CHAPET	B	114	0,0225		
CHAPET	B	315	0,0217		
CHAPET	B	550	0,0750		
CHAPET	B	898	0,0319		
CHAPET	C	251	0,2154		
CHAPET	C	282	0,0983		
CHAPET	C	299	0,1748		
CHAPET	C	223	0,1777		
CHAPET	C	225	1,3986		
CHAPET	A	108	0,1310		GHIONE Philippe / GHIONE Claudine / GHIONE Grégory / GHIONE Bernard
CHAPET	C	23	1,0109		
CHAPET	A	85	0,0308	CONSORTS GODFRIN	
CHAPET	B	56	0,0255		
CHAPET	B	637	0,2807		
CHAPET	B	34	0,1152	GOUJON Jean	
CHAPET	C	74	0,3840		
CHAPET	AB	224	0,0760		
CHAPET	AB	236	0,0840		
CHAPET	B	361	0,0903	GOURDIN Gilbert	
CHAPET	B	309	0,0672		
CHAPET	B	364	0,1010	GOURDIN Michel	
CHAPET	B	12	0,0715		
CHAPET	B	520	0,0785	HAMOT Gérard	
CHAPET	B	643	0,1936		
CHAPET	B	756	0,2585		
CHAPET	C	135	0,5097		
CHAPET	C	172	0,2419		
CHAPET	C	203	0,4610		
CHAPET	C	220	0,3730		
CHAPET	C	221	0,2475		
CHAPET	C	253	0,4356		
CHAPET	C	298	0,1572		
CHAPET	C	361	0,1240		
CHAPET	C	496	0,1222		
CHAPET	C	499	0,1331		
CHAPET	B	638	0,5380		HARY Jacqueline
CHAPET	C	145	0,2516		
CHAPET	B	546	0,0395		
CHAPET	B	561	0,0676	HERISSON Bernard	
CHAPET	B	753	0,1355		
CHAPET	C	65	0,5275		
CHAPET	B	532	0,1355	HORVAT Elisabeth	
CHAPET	B	558	0,0766		
CHAPET	B	564	0,0715		
CHAPET	B	668	0,1310		
CHAPET	B	679	0,6298		
CHAPET	B	700	0,3010		
CHAPET	C	12	1,7319		
CHAPET	C	70	1,4470		
CHAPET	C	151	0,4395		
CHAPET	C	154	0,5050		
CHAPET	C	157	0,2816		
CHAPET	C	166	0,2342		
CHAPET	C	219	0,1304		
CHAPET	C	229	0,3008		
CHAPET	C	254	0,4104		
CHAPET	C	256	0,2943		
CHAPET	C	458	2,0293		
CHAPET	AB	332	0,2641	ISSE Georges / COULON Gillette	
CHAPET	AB	333	0,4481		
CHAPET	B	67	0,0624		

COMMUNES	SECT°	NS°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES
CHAPET	C	297	0,1554	
CHAPET	B	693	0,2959	JAECK Françoise
CHAPET	B	680	0,2565	LECHENE Geneviève
CHAPET	C	199	0,4845	LEVIEUX Emmanuel /LEVIEUX Bruno /LEVIEUX Benoit / DESCAMPS Alice /
CHAPET	C	272	0,2791	DESCAMPS Jérôme-Louis / DESCAMPS Pauline
CHAPET	C	274	0,1316	
CHAPET	C	275	0,2469	MARTIN Nicole / GOUJON Jean
CHAPET	B	259	0,0600	
CHAPET	C	293	0,1747	MAZIER Hélène
CHAPET	B	3	0,0729	
CHAPET	B	72	0,0768	
CHAPET	C	144	0,1460	MERY Jean-Claude
CHAPET	C	161	0,2580	
CHAPET	C	263	0,3838	
CHAPET	B	16	0,0430	
CHAPET	B	628	0,1362	
CHAPET	B	633	0,2940	
CHAPET	B	634	0,1390	
CHAPET	B	503	0,0950	METAYER Daniel
CHAPET	B	565	0,1910	
CHAPET	B	697	0,1050	
CHAPET	B	653	0,2559	
CHAPET	B	125	0,2420	
CHAPET	B	191	0,1480	
CHAPET	B	196	0,2442	
CHAPET	B	623	0,2593	
CHAPET	C	171	0,2728	
CHAPET	C	170	0,1554	
CHAPET	B	36	0,0635	
CHAPET	B	722	0,2417	
CHAPET	B	734	0,3073	
CHAPET	B	587	0,0750	
CHAPET	B	749	0,6625	
CHAPET	B	654	0,4730	
CHAPET	C	110	0,1120	METAYER Marie Thérèse / MOLINA Annick
CHAPET	C	133	0,1505	
CHAPET	C	152	0,4090	
CHAPET	C	160	0,1196	
CHAPET	C	169	0,1514	
CHAPET	C	178	0,5579	
CHAPET	C	222	0,5180	
CHAPET	C	517	0,0795	
CHAPET	C	618	0,2521	
CHAPET	C	281	0,0995	
CHAPET	B	75	0,0840	OLLIVON Michel
CHAPET	B	731	0,0697	
CHAPET	B	737	0,1395	
CHAPET	C	276	0,2018	PAINDEBLED Monique / ARNOULD Annie
CHAPET	C	277	0,1688	
CHAPET	B	570	0,1480	PARQUET Josette / PARQUET Philippe / PARQUET Dominique
CHAPET	B	87	0,0471	
CHAPET	B	96	0,0485	
CHAPET	B	98	0,0205	
CHAPET	B	299	0,1605	
CHAPET	B	522	0,2045	
CHAPET	C	77	0,2435	
CHAPET	C	136	0,2700	
CHAPET	C	156	0,2114	
CHAPET	C	173	0,1220	
CHAPET	C	174	0,3694	
CHAPET	C	228	0,5261	
CHAPET	B	92	0,0632	
CHAPET	B	99	0,2966	
CHAPET	B	320	0,0100	
CHAPET	B	321	0,1660	
CHAPET	A	44	0,1010	
CHAPET	A	91	0,0840	RECLARD Jacqueline
CHAPET	B	50	0,0930	
CHAPET	B	51	0,0310	RECLARD Jacqueline

5 rue Leblanc – 75911 PARIS Cedex 15  
Tel : 01 82 52 46 46  
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

COMMUNES	SECT°	NS°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES
CHAPET	B	77	0,0650	
CHAPET	B	83	0,1290	
CHAPET	B	116	0,3260	
CHAPET	B	218	0,1020	
CHAPET	B	240	0,0140	
CHAPET	B	278	0,0460	
CHAPET	B	569	0,0740	
CHAPET	B	589	0,0750	
CHAPET	B	905	0,0743	
CHAPET	C	217	0,1441	
CHAPET	B	626	0,3793	
CHAPET	B	407	0,2975	
CHAPET	C	131	0,2870	
CHAPET	B	82	0,2010	ROUX Christian / LEBOURG Jean
CHAPET	B	160	0,0015	
CHAPET	B	161	0,0670	
CHAPET	B	636	0,2781	
CHAPET	C	134	0,3620	
CHAPET	C	255	0,3051	
CHAPET	A	82	0,0308	THURET Simone / THURET-ALBERTINI Louissette / THURET-BRIERE Thérèse / THURET Alexandre / THURET Claire
CHAPET	A	133	0,0530	
CHAPET	A	135	0,0545	
CHAPET	B	52	0,3081	
CHAPET	B	535	0,0515	
CHAPET	B	545	0,1161	
CHAPET	B	548	0,0990	
CHAPET	C	18	0,5593	
CHAPET	B	549	0,0850	
CHAPET	B	4	0,2455	
CHAPET	B	645	0,1158	WICKY Paulette
CHAPET	B	657	0,2223	
CHAPET	B	658	0,1110	
CHAPET	C	193	0,8028	
CHAPET	C	279	0,1609	
CHAPET	A	7	7,1960	GFA de BECHEVILLE (SOLANET SAS)
CHAPET	A	42	6,1025	
CHAPET	A	81	17,8235	
CHAPET	A	90	0,1220	
CHAPET	A	99	2,6935	
CHAPET	A	105	0,0405	
CHAPET	A	124	1,3045	
CHAPET	A	139	2,5460	
CHAPET	A	1702	6,7360	
CHAPET	A	1707	0,1895	
CHAPET	A	1709	3,4425	
CHAPET	A	1745	0,2318	
CHAPET	B	157	0,0850	
CHAPET	B	162	0,0550	
CHAPET	B	181	0,0430	
CHAPET	B	182	0,1505	
CHAPET	B	219	0,0492	
CHAPET	B	221	0,1028	
CHAPET	B	223	0,0965	
CHAPET	B	234	0,1010	
CHAPET	B	235	0,1970	
CHAPET	B	239	0,2805	
CHAPET	B	241	0,0362	
CHAPET	B	242	0,0427	
CHAPET	B	248	0,0270	
CHAPET	B	250	0,1270	
CHAPET	B	256	0,1205	
CHAPET	B	257	0,0740	
CHAPET	B	258	0,0570	
CHAPET	B	260	0,0500	
CHAPET	B	262	0,0645	
CHAPET	B	270	0,1395	
CHAPET	B	271	0,1040	

COMMUNES	SECT°	N°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES	
CHAPET	B	272	0,0505	Etablissement Public Foncier IDF (EPFI)	
CHAPET	B	275	0,3500		
CHAPET	B	277	0,3025		
CHAPET	B	279	0,3725		
CHAPET	B	281	0,0610		
CHAPET	B	282	0,1215		
CHAPET	B	283	0,1290		
CHAPET	B	286	0,0245		
CHAPET	B	287	0,0110		
CHAPET	B	288	0,1685		
CHAPET	B	290	0,1801		
CHAPET	B	291	0,0965		
CHAPET	B	292	0,0340		
CHAPET	B	293	0,4085		
CHAPET	B	294	0,0150		
CHAPET	B	295	0,0935		
CHAPET	B	297	0,0280		
CHAPET	B	298	0,3365		
CHAPET	B	302	0,0385		
CHAPET	B	901	0,0409		
CHAPET	A	67	5,3565	MAINGRE Daniel	
CHAPET	A	68	0,0630		
CHAPET	A	69	1,8480		
CHAPET	A	140	2,0020		
CHAPET	A	150	3,4325		
CHAPET	A	152	1,0905		
CHAPET	A	1700	0,9007		
CHAPET	A	1701	2,0113		
CHAPET	A	1704	5,0952		
ECQUEVILLY	AE	39	8,2778	DURAND Germain	
ECQUEVILLY	AE	40	0,7260		
ECQUEVILLY	A	83	0,0350		
ECQUEVILLY	B	30	0,4065		
ECQUEVILLY	B	31	0,3005		
ECQUEVILLY	B	33	0,1880		
ECQUEVILLY	B	41	0,0720		
ECQUEVILLY	B	48	0,3265		
ECQUEVILLY	B	49	0,6655		
ECQUEVILLY	B	52	0,3655		
ECQUEVILLY	B	53	0,6325		
ECQUEVILLY	B	54	0,3370		
ECQUEVILLY	B	60	0,4370		
ECQUEVILLY	B	64	0,4460		
ECQUEVILLY	B	135	0,3320		
ECQUEVILLY	B	136	0,3450		
ECQUEVILLY	B	142	0,5170		
ECQUEVILLY	B	213	0,0280		
ECQUEVILLY	B	32	0,4420		BARON Joel
ECQUEVILLY	B	37	0,2015		BONY Catherine / BONY Mélisse
ECQUEVILLY	B	39	0,0735	HAMOT Gérard	
ECQUEVILLY	B	38	0,1020	DIDELET Michel	
ECQUEVILLY	B	145	1,3060		
ECQUEVILLY	B	590	0,4160	MAZIER Hélène	
ECQUEVILLY	B	46	0,3215		
ECQUEVILLY	B	685	0,0209		
ECQUEVILLY	B	51	0,4160	PAINDEBLED Monique / ARNOULD Annie	
ECQUEVILLY	B	56	0,6755	BEAUCHER Geneviève	
ECQUEVILLY	B	57	0,2460	OLLIVON Michel	
ECQUEVILLY	B	59	0,4625	THURET Simone / THURET-ALBERTINI Louissette / THURET-BRIERE Thérèse / THURET Alexandre / THURET Claire	
ECQUEVILLY	B	63	0,4705	DAPPE Franck	
ECQUEVILLY	B	72	0,4905	HORVAT Elisabeth	
ECQUEVILLY	B	47	0,3440	METAYER Marie-Thérèse / MOLINA Annick	
ECQUEVILLY	B	66	0,4145		
ECQUEVILLY	B	68	0,2480		
ECQUEVILLY	B	76	0,5220		
ECQUEVILLY	B	62	0,2510	GHIONE Philippe / GHIONE Claudine / GHIONE Grégory / GHIONE Bernard	
ECQUEVILLY	B	649	0,0045		

COMMUNES	SECT°	NS°	SURFACES (HA)	PROPRIÉTAIRES
ECQUEVILLY	C	182	0,1208	
ECQUEVILLY	B	71	1,6135	
ECQUEVILLY	B	806	0,4290	FORESTIER Claudine
ECQUEVILLY	B	807	0,0710	
ECQUEVILLY	B	585	0,0735	ISSE Gillette / COULON Gorges
ECQUEVILLY	B	592	0,2655	
ECQUEVILLY	B	631	0,3795	
ECQUEVILLY	B	632	0,2702	
ECQUEVILLY	B	647	0,2960	
ECQUEVILLY	B	648	0,0040	BARRE Sylvie
ECQUEVILLY	B	690	0,4740	
ECQUEVILLY	B	747	0,3220	
ECQUEVILLY	C	130	0,2115	
ECQUEVILLY	C	184	0,2434	
ECQUEVILLY	B	70	1,1135	BOUDIN Cédric / BOUDIN Yann
ECQUEVILLY	B	42	0,1500	
ECQUEVILLY	B	50	0,3470	ALBERT Bernard / DETALLANTE Michèle / DETALLANTE Baptiste
ECQUEVILLY	B	61	0,4535	
VERNOUILLET	YA	23	0,0490	ALBERT Bernard / DETALLANTE Michèle / DETALLANTE Baptiste
VERNOUILLET	YA	54	0,3410	
VERNOUILLET	YO	20	0,2150	FLAMANT Ginette
VERNOUILLET	YO	1	1,0600	HORVAT Elisabeth
VERNOUILLET	YO	7	0,4760	
VERNOUILLET	YO	16	0,1460	BARRE Sylvie
VERNOUILLET	AL	54	0,0602	
VERNOUILLET	AL	178	0,0343	
VERNOUILLET	AP	1036	0,0429	
VERNOUILLET	AP	1637	0,0504	
VERNOUILLET	YA	70	0,2510	
VERNOUILLET	YO	13	1,1480	DURAND Germain
VERNOUILLET	YO	14	1,0800	
VERNOUILLET	YO	15	0,2480	
VERNOUILLET	YO	36	0,7310	
VERNOUILLET	YO	46	0,1070	
VERNOUILLET	YP	69	0,1000	

Direction régionale et interdépartementale de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile  
de France

IDF-2024-06-20-00003

Arrêté accordant l'autorisation d'exploiter des  
parcelles agricoles à la SCEA FERME DE LA  
RUBEILLE à MAULE au titre du contrôle des  
structures et en application du schéma directeur  
régional des exploitations agricoles

## **ARRÊTÉ**

**Accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles  
à la SCEA FERME DE LA RUBEILLE  
à MAULE  
au titre du contrôle des structures  
et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles**

Le préfet de la région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris,  
Commandeur de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment :

- > L'article L.312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- > Les articles L.331-1 et suivants,
- > Les articles R.312-1 et suivants,
- > Les articles R.331-1 et suivants,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

Vu le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

Vu le décret 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles

VU l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) pour la région Île-de-France,

VU l'arrêté préfectoral IDF-2020-08-17-008 du 17 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative,

VU l'arrêté préfectoral IDF-2023-12-06-00005 du 06 décembre 2023 portant subdélégation de signature de Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative,

VU la demande d'autorisation d'exploiter n°23-35 déposée complète auprès de la Direction départementale des territoires des Yvelines en date du 14/02/2024 par la SCEA FERME DE LA RUBEILLE, dont le siège se situe à MAULE (78 580), gérée par Madame Ghislaine D'HARLIGUE,

#### CONSIDÉRANT :

- L'absence de candidature concurrente suite à la publicité du 28/02/2024,
- La situation de Madame Ghislaine D'HARLIGUE :
  - qui est exploitante à titre individuel, et le siège de son exploitation se situe à MAULE,
  - qui exploite 62 ha 06 a 49 ca de terres en Grandes Cultures,
  - qui souhaite transformer son exploitation individuelle en société,
- La situation de Monsieur Jérémie MURET :
  - qui est associé-exploitant, gérant de la SCEA DU LAVOIR dont le siège se situe à JUMEAUVILLE (78 580) ,
  - qui exploite 220 ha en Grandes Cultures,
- La constitution de la SCEA FERME DE LA RUBEILLE au sein de laquelle Madame Ghislaine D'HARLIGUE sera associée exploitante gérante et Monsieur Jérémie MURET associé exploitant,
- Que la SCEA FERME DE LA RUBEILLE exploitera après reprise 62 ha 06 a 49 ca de terres situées sur les communes de AULNAY-SUR-MAULDRE, MAREIL-SUR-MAULDRE et MAULE,
- Que la demande est conforme aux orientations du SDREA d'Île-de-France, et notamment celles ayant pour objectif :
  - de consolider ou maintenir les exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable,
- Que l'opération envisagée figure en priorité n° 1 au schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Île-de-France,

#### ARRÊTE

##### Article 1<sup>er</sup>

**La SCEA FERME DE LA RUBEILLE**, gérée par Madame Ghislaine D'HARLIGUE avec comme autre associé exploitant Monsieur Jérémie MURET, ayant son siège au 8 Place du Général de Gaulle – 78 580 MAULE, **est autorisée à exploiter 62 ha 06 a 49 ca** de terres situées sur les communes de AULNAY-SUR-MAULDRE, MAREIL-SUR-MAULDRE et MAULE, correspondant aux parcelles en annexe.

## Article 2

La présente décision ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objet de la présente autorisation d'exploiter.

## Article 3

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit par recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture,
- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours, accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau rejet exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles.

## Article 4

Le secrétaire général aux politiques publiques de la préfecture de la région d'Île-de-France, le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, la directrice départementale des territoires des Yvelines et les maires de AULNAY-SUR-MAULDRE, MAREIL-SUR-MAULDRE et MAULE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France et affiché en mairie des communes intéressées.

Fait à Paris, le 20/06/2024,

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur régional et interdépartemental adjoint,  
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt  
d'Île-de-France

**Signé**

Benjamin GENTON

Annexe : Liste des parcelles faisant l'objet de la demande d'autorisation d'exploiter  
SCEA FERME DE LA RUBEILLE - Madame Ghislaine D'HARLINGUE et Monsieur Jérémy MURET – MAULE

Communes	Références cadastrales	Surfaces (ha)	Nom et prénom ou Raison sociale du propriétaire
AULNAY-SUR-MAULDRE	C 2	0.1820	Céline D'HARLINGUE
AULNAY-SUR-MAULDRE	C 3	0.4290	Céline D'HARLINGUE
AULNAY-SUR-MAULDRE	C 10	0.5985	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 392	0.4445	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 395	0.0375	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 398	0.1110	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 399	0.0500	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 405	0.0290	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 406	0.0385	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 410	0.3925	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 412	0.1675	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 421	0.1675	Céline D'HARLINGUE
MAREIL-SUR-MAULDRE	A 397	0.0915	Jacqueline LETISSIER
MAULE	AA 15	1.0884	Jacqueline VINSON / Claudine SCHMIDT / Christian JANSSEN
MAULE	AN 42	0.1886	Catherine REAUBOURG / Alexandre REAUBOURG
MAULE	C 116	0.5880	Catherine REAUBOURG / Alexandre REAUBOURG
MAULE	C 631	2.0100	Marthe EMON-PEYRAT / Jean-Laurent PEYRAT
MAULE	C 640	0.9489	Liliane QUEILLE
MAULE	E 80	0.1696	Jean-Pierre CROZAT / Pascal CROZAT / Philippe CROZAT
MAULE	E 81	0.2534	BREUGNOT Jean-Pierre / BREUGNOT Michel / CHADEFaux Annie et Pierre
MAULE	E 83	0.3526	Association des propriétaires fonciers de la commune de Maule
MAULE	E 129 (P)	0.3000	Yvette CORCORAL
MAULE	E 133	1.5436	Christian LECOT / Brigitte VINCENT / Philippe LECOT / Elisabeth LECOT
MAULE	A 263	1.2384	Ghislaine D'HARLINGUE
MAULE	A 264	0.7520	Ghislaine D'HARLINGUE
MAULE	A 421	0.9990	Ghislaine D'HARLINGUE
MAULE	A 423	2.7894	Ghislaine D'HARLINGUE
MAULE	A 252	0.1000	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 250	0.1319	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 253	2.8391	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 256	2.3480	Céline D'HARLINGUE

MAULE	A 276	1.8501	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 277	1.2000	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 278	0.3897	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 420	1.0270	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 424	1.7000	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 425	0.1260	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 435	4,28	Céline D'HARLINGUE
MAULE	A 439	2.0695	Céline D'HARLINGUE
MAULE	AA 9	0.2460	Céline D'HARLINGUE
MAULE	AA 16	0.3530	Céline D'HARLINGUE
MAULE	AN 32	1.1358	Ghislaine D'HARLINGUE
MAULE	AN 41	0.5800	Ghislaine D'HARLINGUE
MAULE	C 708	0.4900	Ghislaine D'HARLINGUE
MAULE	E 79	0.2943	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 82	0.2965	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 84	2.1200	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 109	2.4325	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 127	0.3600	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 128	0.3000	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 132	0.9260	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 154	0.9750	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 178	0.8537	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 239	5.5031	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 255	0.1307	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 256	2,64	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 261	1.2505	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 297	2.0254	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 301	2.0335	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 302	1.9557	Céline D'HARLINGUE
MAULE	E 309 (P)	1.1400	BENARD Claude / DELACROIX Serge / ALBANESI Martine

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

IDF-2024-06-20-00006

Arrêté n° 2024-402 portant agrément d'un  
organisme pour la formation économique des  
membres du comité social et économique (CSE)



**ARRÊTÉ N° 2024-402**

**PORTANT AGRÉMENT D'UN ORGANISME POUR LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES MEMBRES DU  
COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,  
PRÉFET DE PARIS,**

- Vu** les articles L. 2311-2 et suivants du code du travail relatifs au comité social et économique ;
  - Vu** les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-63 et R. 2315-9 du code du travail relatifs à la formation de représentants du personnel au comité social et économique ;
  - Vu** les articles R. 2315-12 à R. 2315-16 du code du travail relatifs aux obligations des organismes de formation ;
  - Vu** la circulaire DRT n°12 du 27 septembre 1983 du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;
  - Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - Vu** l'arrêté IDF-2021-03-31-00001 du 31 mars 2021, de Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, portant délégation de signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France (DRIEETS) en matière administrative, et la décision portant subdélégation de signature à la responsable du pôle politiques du travail de la DRIEETS Île-de-France ;
  - Vu** la demande d'agrément formulée le 29 avril 2024 par l'organisme auprès de la DRIEETS Île-de-France ;
  - Vu** la consultation et l'avis favorable émis le 31 mai 2024 par le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) d'Île-de-France ;
- Considérant**, que l'instruction de la demande a permis d'établir l'aptitude de la société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), dénomination « **AE2S RH CONSEILS** » à dispenser la formation économique des représentants du personnel au comité social et économique conformément à la réglementation en vigueur ;

**ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

L'agrément prévu par les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-18, L. 2315-63 et R. 2315-8 du code du travail est délivré à l'organisme suivant :

#### **AE2S RH CONSEILS**

Numéro de déclaration : 117 708 107 77

6 rue de Chevy

77330 OZOIR-LA-FERRIÈRE

**Article 2** : cet agrément est valable à compter de la notification de la présente décision, et pour les formatrices ci-après désignées : Mesdames Sandrine SIMOES-LOMBARD et Alicia PHILIBIN -KAYSER. Tout changement de formateur ou de modification du contenu de la formation, devra faire l'objet d'une demande d'instruction auprès de la DRIEETS Île-de-France.

**Article 3** : Conformément à l'article R. 2315-14 du code du travail, la présente habilitation peut faire l'objet d'un retrait si l'organisme susvisé cesse de répondre aux qualifications ayant justifié son inscription sur la liste préfectorale concernant, notamment, son aptitude à assurer la formation, les capacités de ses formateurs, la non remise ou la remise incomplète du compte rendu annuel d'activité.

**Article 4** : Conformément à l'article R. 2315-15 du code du travail, une attestation d'assiduité, destinée à l'employeur, devra être délivrée au stagiaire à la fin du stage.

**Article 5** : Conformément à l'article R. 2315-16 du code du travail, l'organisme susvisé devra remettre avant le 30 mars de chaque année à la DRIEETS Île-de-France, un compte rendu de ses activités au cours de l'année écoulée.

**Article 6** : Le préfet, secrétaire général pour les affaires de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Aubervilliers, le 20 juin 2024

Pour le directeur régional et par délégation,  
Le responsable du service relations du travail,

**SIGNÉ**

**Guy LEBON**

### **Voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa réception, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. La décision contestée doit être jointe au recours. Ce tribunal peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

IDF-2024-06-20-00007

Arrêté n° 2024-403 portant agrément d'un  
organisme pour la formation économique des  
membres du comité social et économique (CSE)



**ARRÊTÉ N° 2024-403**

**PORTANT AGRÉMENT D'UN ORGANISME POUR LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES MEMBRES DU  
COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,  
PRÉFET DE PARIS,**

**Vu** les articles L. 2311-2 et suivants du code du travail relatifs au comité social et économique ;

**Vu** les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-63 et R. 2315-9 du code du travail relatifs à la formation de représentants du personnel au comité social et économique ;

**Vu** les articles R. 2315-12 à R. 2315-16 du code du travail relatifs aux obligations des organismes de formation ;

**Vu** la circulaire DRT n°12 du 27 septembre 1983 du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté IDF-2021-03-31-00001 du 31 mars 2021, de Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, portant délégation de signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France (DRIEETS) en matière administrative, et la décision portant subdélégation de signature à la responsable du pôle politiques du travail de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la demande d'agrément formulée le 15 avril 2024 par l'organisme auprès de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la consultation et l'avis favorable émis le 31 mai 2024 par le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) d'Île-de-France ;

**Considérant**, que l'instruction de la demande a permis d'établir l'aptitude de la société à responsabilité limitée (SARL), dénomination « **LAERA** » à dispenser la formation économique des représentants du personnel au comité social et économique conformément à la réglementation en vigueur ;

**ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

L'agrément prévu par les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-18, L. 2315-63 et R. 2315-8 du code du travail est délivré à l'organisme suivant :

#### **LAERA**

Numéro de déclaration : 117 550 712 75  
13 cours du Danube  
77700 SERRIS

**Article 2** : cet agrément est valable à compter de la notification de la présente décision, et pour le formateur ci-après désigné : Monsieur Sébastien FRANCOIS. Tout changement de formateur ou de modification du contenu de la formation, devra faire l'objet d'une demande d'instruction auprès de la DRIEETS Île-de-France.

**Article 3** : Conformément à l'article R. 2315-14 du code du travail, la présente habilitation peut faire l'objet d'un retrait si l'organisme susvisé cesse de répondre aux qualifications ayant justifié son inscription sur la liste préfectorale concernant, notamment, son aptitude à assurer la formation, les capacités de ses formateurs, la non remise ou la remise incomplète du compte rendu annuel d'activité.

**Article 4** : Conformément à l'article R. 2315-15 du code du travail, une attestation d'assiduité, destinée à l'employeur, devra être délivrée au stagiaire à la fin du stage.

**Article 5** : Conformément à l'article R. 2315-16 du code du travail, l'organisme susvisé devra remettre avant le 30 mars de chaque année à la DRIEETS Île-de-France, un compte rendu de ses activités au cours de l'année écoulée.

**Article 6** : Le préfet, secrétaire général pour les affaires de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Aubervilliers, le 20 juin 2024

Pour le directeur régional et par délégation,  
Le responsable du service relations du travail,

**SIGNÉ**

**Guy LEBON**

### **Voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa réception, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. La décision contestée doit être jointe au recours. Ce tribunal peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

IDF-2024-06-19-00002

Arrêté n°2024-420 portant désignation du  
président et du secrétaire de la commission  
régionale des opérations de vote prévue pour la  
mesure de l' audience des organisations  
syndicales concernant les entreprises de moins  
de onze salariés

**Arrêté n°2024-420**

**Portant désignation du président et du secrétaire de la commission régionale des opérations de vote prévue pour la mesure de l'audience des organisations syndicales concernant les entreprises de moins de onze salariés**

Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France,

Vu le code du travail, notamment son article R. 2122-48 ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 nommant Gaëtan RUDANT sur l'emploi de directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

Vu la décision du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France, déléguant sa signature à Madame Catherine PERNETTE, responsable du pôle Politiques du travail ;

**ARRETE :**

**Article 1 :** Sont désignés membres de la commission régionale des opérations de vote mentionnée à l'article R. 2122-48 du code du travail :

- Patrice BERTHREU, assurant la fonction de président ;
- Guy LEBON, assurant la fonction de secrétaire.

**Article 2 :** Le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France est chargé de l'application de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Aubervilliers, le 19 juin 2024

**Pour le Directeur régional et par délégation,  
La responsable du pôle politique du travail**

**SIGNÉ**

**Catherine PERNETTE**

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

IDF-2024-06-20-00008

DÉCISION PORTANT REFUS D AGRÉMENT Á UN  
ORGANISME POUR LA FORMATION  
ÉCONOMIQUE DES MEMBRES DU COMITÉ  
SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)



**DÉCISION**

**PORTANT REFUS D'AGRÉMENT À UN ORGANISME POUR LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES MEMBRES  
DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,  
PRÉFET DE PARIS,**

- Vu** les articles L.2311-2 et suivants du code du travail relatifs au comité social et économique ;
- Vu** les articles L.2315-16, L.2315-17, L.2315-63 et R.2315-9 du code du travail relatifs à la formation de représentants du personnel au comité social et économique ;
- Vu** les articles R.2315-12 à R.2315-16 du code du travail relatifs aux obligations des organismes de formation ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** la circulaire DRT n°12 du 27 septembre 1983 du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;
- Vu** l'arrêté IDF-2021-03-30-00003 du 30 mars 2021, de Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, portant délégation de signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France (DRIEETS) en matière administrative, et la décision n° 2021-127 du 1<sup>er</sup> avril 2021 portant subdélégation de signature à la responsable du pôle politiques du travail de la DRIEETS d'Île-de-France ;
- Vu** la demande d'agrément formulée le 03 avril 2024 par l'organisme à la DRIEETS Île-de-France ;
- Vu** la consultation en date du 30 avril 2024 du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) d'Île-de-France ;
- Considérant**, que si les aspects réglementaires et théoriques sont effectivement traités dans le contenu du dossier, les qualifications des formateurs ne sont pas en adéquation avec l'objet de la formation ;
- Considérant**, que les formateurs ne disposent pas de formation en droit social et/ou en droit du travail et relations sociales, compétences indispensables pour dispenser la formation économique prévue à l'article L. 2315-63 du code du travail ;

## DÉCIDE

### **Article 1<sup>er</sup>** :

L'agrément prévu par les articles L.2315-16, L.2315-17, L.2315-18, L.2315-63 et R.2315-8 du code du travail est refusé à l'organisme suivant :

**VAL DE LANGUES**  
57 rue Auguste Perret  
94000 CRÉTEIL

Fait à Aubervilliers, le 20 juin 2024

Pour le directeur régional et par délégation,  
Le responsable du service relations du travail,

**SIGNÉ**

**Guy LEBON**

### **Voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa réception, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. La décision contestée doit être jointe au recours. Ce tribunal peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)